

**CAF. Grève contre la dégradation des conditions de travail.**

# Dans le strict intérêt des usagers

■ « Ce qui nous touche le plus, en dehors de notre surcharge de travail, c'est de ne pouvoir répondre suffisamment aux interrogations de gens pour la plupart en situation de grande précarité, qui trimballent leurs angoisses jusque dans nos locaux. Oui, c'est ça qui fait le plus mal », dit Sylvie, salariée de la CAF 13, en grève hier avec tous ses collègues de l'intersyndicale (CGT, CFTC, FO, CFDT, CFE/CGC ainsi que les organisations syndicales représentant les cadres et agents de direction). Une troublante unanimité qui en dit long sur le climat ambiant au sein d'un service public qui, en ces temps de crise, ne peut plus faire face à la demande.

Principal grief des salariés, « le manque criant d'effectifs qui entraîne, dit Yannis (CFTC), un retard considérable dans le traitement des dossiers. Aujourd'hui, ce sont plus de 50 000 bons de travail qui restent en stock. Une situation qui perdure depuis trop longtemps ». Les coupes sombres dans le budget se ressentent fortement à compter de juillet 2010, un départ sur deux ne sera plus remplacé. « Nous ne savons plus ou donner de la tête, poursuit Yannis, et le temps consacré aux usagers se réduit comme peau de chagrin. Pas plus de trois minutes chacun. Comment pourrait-on prétendre démêler pour eux

*l'écheveau de problèmes auxquels ils sont confrontés ? »*

Plus largement, c'est sur la dégradation de leurs conditions de travail que les salariés veulent alerter les pouvoirs publics et les usagers. « Ces restrictions budgétaires, souligne Anne-Marie Meynard (CGT), impliquent une augmentation de la charge de travail, à quoi il faut ajouter la pression d'une Direction privilégiant la quantité au détriment de la qualité et n'hésitant pas à remettre en cause les acquis du personnel en matière de droit syndical. » Ce qui s'accompagne d'une absence de reconnaissance des qualifications et de peu de considération en terme de promotion interne. Quant aux salaires, ils font aussi l'objet de revendications, les salariés de la CAF faisant état d'une baisse sensible de leur pouvoir d'achat et de l'absence de réel dialogue avec cette même Direction.

Un constat partagé par l'ensemble des salariés des organismes chargés de la protection sociale. Pour qui le service rendu aux usagers passe en premier plan. « C'est l'ensemble du service public qui est menacé », déclare encore Anne-Marie Meynard. Une raison amplement suffisante pour ne pas laisser retomber la pression et appeler à une journée d'action commune le 5 février.

**GÉRARD LANUX**



**Le personnel de la CAF 13 réuni en assemblée générale.**